

**Colloque E-Toile Pacifique**  
**3 – 4 octobre 2013**  
**EHESS, Paris**

**Session : Les passerelles culturelles, faits et idéologies**

« Adaptation v Acculturation : représentations des passerelles culturelles dans le domaine des droits fonciers des Aborigènes Noongars, Australie Occidentale. »

**Virginie Bernard** – Doctorante EHESS/CREDO (AMU, CNRS, EHESS)  
Virginie.c.bernard@gmail.com

COLLOQUE E-TOILE PACIFIQUE  
Paris, EHESS; 3 – 4 octobre 2013

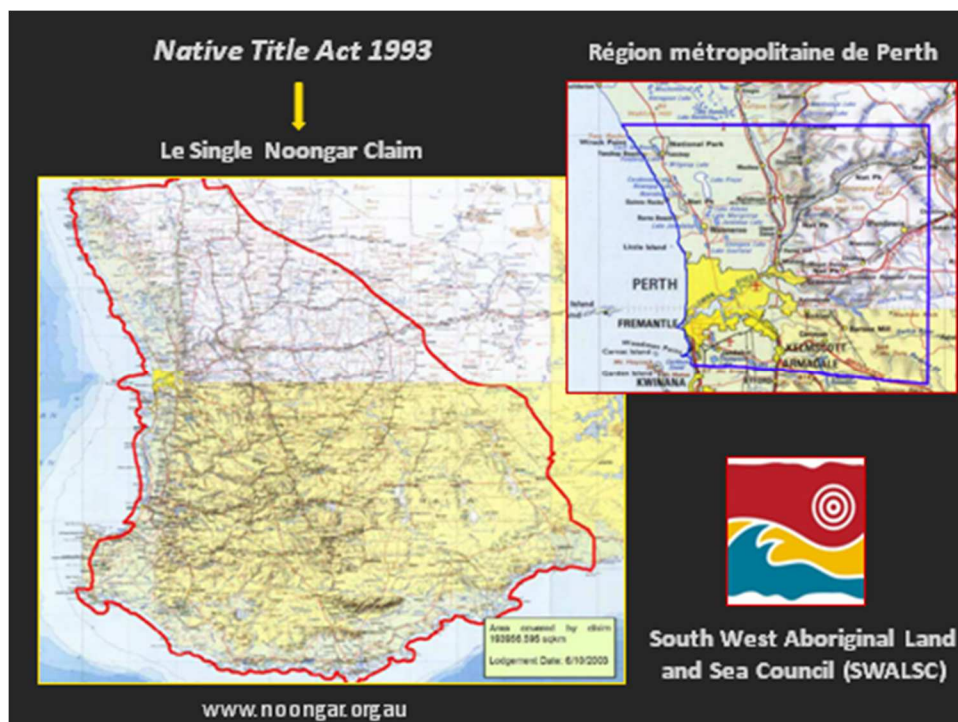
**ADAPTATION v ACCULTURATION :**  
REPRÉSENTATIONS DES PASSERELLES CULTURELLES DANS LE DOMAINE DES  
DROITS FONCIERS DES ABORIGÈNES NOONGAR, AUSTRALIE OCCIDENTALE



Virginie Bernard – Doctorante, EHESS/CREDO (AMU, CNRS, EHESS)  
virginie.c.bernard@gmail.com

En Australie, depuis 1993, une loi permet à des groupes aborigènes d'engager des revendications foncières sur leurs territoires dits « traditionnels » si ceux-ci font partie du domaine public : il s'agit du *Native Title Act 1993 (Cwlth)*. L'attribution d'un *native title* – un titre foncier coutumier – est la reconnaissance par la loi australienne de la connexion des Aborigènes à leur terre, en accord avec leurs lois et coutumes foncières. Les processus juridiques de revendications foncières autochtones reposent sur les concepts de « tradition » et d'« authenticité ». Les Aborigènes doivent formellement prouver devant les tribunaux qu'ils formaient une « société » unique au moment de la colonisation ainsi que la continuité culturelle de cette « société traditionnelle » jusqu'à aujourd'hui.

En 2003, les Aborigènes Noongars, représentés par le South West Aboriginal Land and Sea Council (SWALSC), soumièrent le Single Noongar Claim, une revendication foncière autochtone portant sur le sud-ouest de l'Australie Occidentale. À la demande de l'État d'Australie Occidentale et de l'État fédéral, la région métropolitaine de Perth fut traitée lors d'un procès séparé qui débuta en 2005 sous la présidence du juge Wilcox (*Bennell v State of Western Australia [2006] FCA 1243*). Celui-ci rendit un verdict favorable aux Noongars en 2006. Il reconnut qu'il existait une société noongar unique gouvernée par un système normatif au moment de l'acquisition de la souveraineté dans cette région par la couronne britannique en 1829 et il confirma la continuité de cette société et de ce système normatif jusqu'à aujourd'hui. Il identifia plusieurs droits coutumiers fonciers qui pourraient être reconnus.



L'État d'Australie Occidentale et l'État fédéral firent appel de cette décision. En 2008, la Cour fédérale plénière confirma l'existence d'une société noongar en 1829 (*Bodney v Bennell [2008] FCAFC 63*). Cependant, elle renversa le verdict du juge Wilcox et renvoya la procédure juridique devant une autre Cour pour un nouveau procès. En accord avec les Noongars, SWALSC — l'organisation qui les représente — décida de résoudre le Single Noongar Claim par des négociations avec l'État d'Australie Occidentale. Ces négociations sont toujours en cours à l'heure actuelle.

Dans ce contexte, je m'attacherai tout d'abord au concept d'« authenticité » et son implication dans les revendications foncières autochtones en Australie. Dans un second temps, je montrerai la position de l'État d'Australie Occidentale et de l'État fédéral qui, dans le cadre du Single Noongar Claim, refusèrent toute idée de passerelles et d'emprunts culturels et envisagèrent ces notions comme des formes d'acculturation. J'analyserai finalement comment les Noongars revendiquèrent les transformations de leur « société » comme des adaptations culturelles inévitables et nécessaires à leur survie et redéfinirent leur « authenticité ».

L'anthropologie était initialement orientée vers la reconstruction de groupes autochtones « authentiques », tels qu'ils existaient « réellement » avant d'être contaminés par le contact avec des Occidentaux. De ce point de vue, ces peuples étaient censés vivre dans un temps cyclique, sans notion de passé ou de futur. Au 1<sup>er</sup> contact, sous-entendu contact avec le monde « civilisé » occidental, ils entraient dans l'histoire. À partir de cette rencontre, conçue comme un moment précis, le changement devenait irréversible. L'anthropologue se devait donc de collecter un maximum d'informations sur des peuples qui avait déjà cessé d'exister, mais avant qu'il ne soit trop « acculturés » pour qu'une reconstruction soit possible. Cette opposition entre « authenticité intacte » et « contamination irréversible » a depuis longtemps été remise en question par les anthropologues. Pourtant, elle perdure au sein des processus de revendications foncières autochtones en Australie.

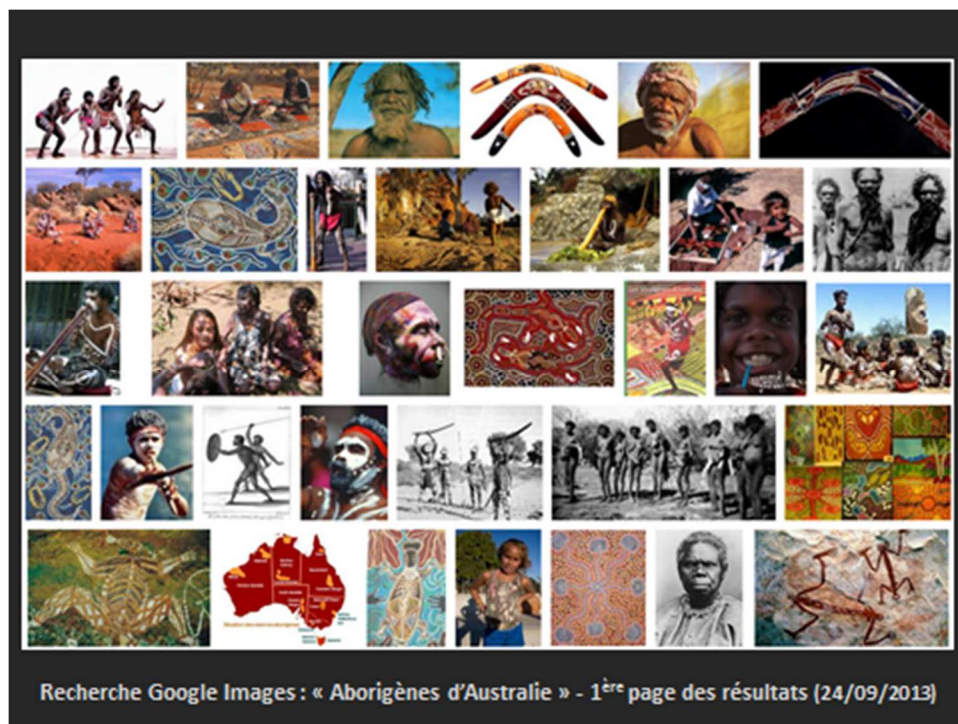
En 1995, les Aborigènes Yorta Yorta, un des groupes aborigènes de l'État du Victoria, soumièrent une demande de revendication foncière autochtone qui se solda par un échec. Suite au jugement de la Haute Cour de justice qui fit jurisprudence en 2002, le concept de « société » fut introduit et défini dans ces processus juridiques (*Members of the Yorta*

*Yorta Aboriginal Community v Victoria* [2002] HCA 58). Pour réclamer leur territoire « traditionnel », les groupes aborigènes concernés doivent prouver qu'ils descendent directement de la « société » qui possédait ce territoire au moment de l'acquisition de la souveraineté par les britanniques et qu'ils entretiennent une continuité culturelle avec celle-ci. Dans ce contexte particulier, « traditionnel » est synonyme d'« authentique ». Ces Aborigènes sont ainsi supposés former la même « société » et respecter le même système normatif qu'avant la colonisation afin de pouvoir prétendre à des droits et intérêts fonciers aujourd'hui. Cette définition impose une conception des groupes aborigènes figée dans le temps qui est très éloignée de la réalité sociale et les prive de leur capacité d'adaptation, de leur fluidité et de leur flexibilité (cf. Dousset & Glaskin, 2007).



L'historien Patrick Wolfe (1999) considère que les revendications foncières autochtones en Australie sont une prolongation des politiques coloniales de l'État australien. Selon lui, la logique d'élimination mise en œuvre par l'État envers la population aborigène n'a jamais cessé, elle a simplement subi des transformations stratégiques, depuis les premiers massacres jusqu'aux revendications foncières autochtones. Le concept qui sous-tend cette logique d'élimination est celui d'« authenticité répressive ». L'État australien a inventé une définition officielle de l'« aboriginalité » basée sur une conception très restrictive de ce que devrait être l'« authenticité aborigène ». L'« Aborigène authentique » est un Aborigène « de sang pur », qui vit loin des villes et respecte toujours ses rituels et son système de parenté

« traditionnels ». L'État a ainsi élaboré une catégorie imaginaire, donc anhistorique.



Cette stratégie a permis à l'État d'éliminer les sujets aborigènes historicisés, c'est-à-dire tous ceux ayant subi l'impact de la colonisation. Peu d'Aborigènes parviennent ainsi à se mesurer à cette définition et à s'y accorder. Les revendications foncières autochtones reposent toujours sur cette logique d'élimination car, comme nous l'avons mentionné, seuls des Aborigènes jugés comme « traditionnels » donc « authentiques » peuvent revendiquer leurs terres et la jurisprudence établie au cours des différentes revendications s'efforce de restreindre sans cesse cette catégorie.

Pour faire échouer le Single Noongar Claim, l'État d'Australie Occidentale et l'État fédéral s'attachèrent à rejeter la possibilité de trop grands changements et emprunts culturels de la part des Noongars. Ils tentèrent de prouver que les Noongars n'existaient pas, et n'avaient jamais existé, en tant que « société » et n'étaient pas « authentiques ». La définition de « société » ne pouvait selon eux s'appliquer à l'ensemble de la communauté noongar mais seulement à des groupes de moindre taille, qu'ils n'arrivaient par ailleurs pas à déterminer. De plus, de manière ironique, alors qu'ils sont généralement peu enclins à reconnaître la dépossession et l'oppression des Noongars causée par la colonisation, ils arguèrent que la dévastation avait été si importante dans le Sud-Ouest que les Noongars s'étaient écartés de

leurs lois et coutumes « traditionnelles » et avaient subi une « transformation fondamentale ». Les changements et emprunts culturels avaient été trop importants, ils avaient été assimilés à la société australienne. Selon Wolfe :

[...] to qualify for native title, Aborigines have to prove 'traditional connection' with the claimed land, a requirement that displaces the burden of history from the fact of expropriation to the character of the expropriated. (Wolfe, 1999: 203)

L'histoire coloniale à laquelle les groupes impliqués dans les revendications foncières autochtones durent faire face est effacée par la mise en œuvre du concept d'« authenticité répressive ». Dans le cadre des revendications foncières, l'État australien disculpé peut se servir de cette histoire comme moyen d'élimination. Il revient aux groupes aborigènes, qui ont dû affronter cette histoire, de s'en justifier.

Dans leur appel, l'État d'Australie Occidentale et l'État fédéral dénoncèrent le fait que le juge Wilcox n'avait pas suffisamment prouvé la continuité culturelle des Noongars et avait posé les mauvaises questions : il avait, selon eux, commis l'erreur de se concentrer sur la continuité de la société noongar. Au contraire, Wilcox aurait dû prouver, pour chaque génération, la continuité des lois et des coutumes qui forment le système normatif et donne lieu aux droits fonciers. La Cour fédérale plénière accepta les arguments de l'État d'Australie Occidentale et de l'État fédéral. Les juges admirent la notion de changement mais seulement dans la mesure où les droits fonciers restaient « traditionnels », autrement le changement serait « inacceptable ». (Bodney, 2008 : §74) Au travers de ce vocabulaire porteur de jugements, la Cour fédérale plénière décréta que le juge Wilcox n'avait pas établi si les éléments relatifs au système de droits coutumiers fonciers actuel étaient des « adaptations acceptables » ou des « changements fondamentaux ». La Cour fédérale plénière conclut que certains éléments suggéraient même une discontinuité.

La Cour fédérale plénière accepta les arguments de l'État d'Australie Occidentale et de l'État fédéral et se focalisa sur le système normatif de la société noongar pour prouver la continuité de celle-ci. Elle priva ainsi les Noongars de leur capacité d'adaptation face aux conditions historiques changeantes. L'État d'Australie Occidentale, l'État fédéral et la Cour fédérale plénière se mirent en position d'établir la définition officielle et légalement acceptable d'une « société noongar authentique », peu importe la réalité sociale. Au travers de cette « authenticité répressive », ils cherchèrent donc à éliminer les Noongars de la catégorie « Aborigènes traditionnels » créée par la législation des revendications foncières.

Dans le cadre du Single Noongar Claim, les Noongars devaient au contraire prouver qu'ils formaient, et forment toujours, une société unique. Ils mobilisèrent le concept d'« authenticité » requis par les revendications foncières autochtones afin de prouver qu'ils étaient toujours « traditionnels ». Cependant, ils manipulèrent ce concept pour en élargir la définition et sortir de l'opposition binaire authentique/inauthentique. Ils affirmèrent que leur société était toujours « traditionnelle » car elle avait survécu, et cette survie n'avait été possible que grâce à des adaptations et des passerelles culturelles.

Le Single Noongar Claim est une revendication intéressante car son résultat fut inattendu. Dans le cas *Yorta Yorta*, la Cour fédérale jugea en 1998 que les Aborigènes Yorta Yorta n'étaient plus « traditionnels » (*Members of the Yorta Yorta Aboriginal Community v Victoria & Ors [1998] FCA 1606*). Le juge Olney estima que :

[the] tide of history has [...] washed away any real acknowledgement of their traditional laws and any real observance of their traditional customs. (*Yorta Yorta*, 1998, Olney J. : §129)

Les Aborigènes Yorta Yorta furent considérés comme « inauthentiques » car ils se trouvaient trop éloignés de la vision que le juge se faisait de leur société avant la colonisation. Les histoires coloniales des Aborigènes Yorta Yorta et Noongars sont comparables. La colonisation eut un lourd impact sur ces deux groupes, l'avancée de la colonisation les déposséda de leurs terres et les poussa à s'adapter pour survivre. Aujourd'hui, ils sont toujours marginalisés. Trop « historicisés » – pour reprendre les termes de Wolfe – les Noongars n'auraient pas dû voir leur société et intérêts fonciers reconnus, comme ce fut le cas pour les Yorta Yorta.

Les Noongars parvinrent cependant à convaincre le juge Wilcox. Selon eux, être « authentique » ne signifie pas demeurer en dehors de l'histoire. Au contraire, ils sont toujours « traditionnels » et « authentiques » car ils ont survécu, ils ont su adapter leurs coutumes passées aux circonstances de leur présent pour assurer leur futur. Wolfe dénonce le fait que :

To fall within native title-criteria, it is necessary to fall outside history. (Wolfe, 1999: 207)

Les Noongars renversèrent la logique d'élimination des revendications foncières en élaborant ce que l'on pourrait considérer comme une « authenticité inclusive ». Leur définition de l'« authenticité » reflète leur résilience et incorpore les adaptations historiques, les changements et les emprunts culturels. Elle réintègre les Aborigènes qui étaient jusque-là

exclus du fait de leur histoire coloniale.

Les Noongars insistèrent sur une « continuité suffisante » en opposition à un « changement fondamental ». Selon eux, déterminer si les droits fonciers coutumiers étaient reconnus relevait d'une question de degré et que pour cela, l'histoire coloniale des groupes aborigènes concernés devait être prise en compte. Les arguments et les preuves qu'ils fournirent firent grande impression sur le juge Wilcox. Son interprétation du cas *Yorta Yorta* concédait que, tant que les traditions avaient été substantiellement maintenues par la communauté, un certain degré de changement était inévitable. Il n'était pas non plus fatal au titre puisque la colonisation européenne avait eu un impact considérable sur les groupes aborigènes, ce qui ne pouvait être ignoré. Il fallait donc déterminer si les changements apportés par ce contexte historique spécifique étaient des adaptations aux nouvelles conditions créées ou un départ par rapport à la « tradition ».

Les conditions historiques jouèrent donc un rôle important dans le jugement de Wilcox. Il reconnut l'histoire de la dépossession et de l'oppression des Noongars et accepta un fort degré de changement. Le juge Wilcox était convaincu que les causes externes de changement devaient être prises en compte, sinon une revendication foncière autochtone dans le Sud-Ouest, ou toute autre région fortement colonisée, ne pourrait être envisagée. Il fut impressionné par la survie des Noongars face aux conditions dramatiques de la colonisation et par le maintien de certaines de leurs coutumes. Il décida de se concentrer sur la faculté d'adaptation de la communauté noongar. Ainsi, il accepta le fait que les Noongars font partie de l'histoire du Sud-Ouest et ne sont pas une entité sociale fixe, figée dans le temps. Le changement social et culturel pouvait donc être perçu comme une réponse normale au contexte historique, une faculté inhérente à la société noongar.

Dans le cadre du Single Noongar Claim, l'État d'Australie Occidentale, l'État fédéral et la Cour fédérale plénière poursuivirent non seulement la logique d'élimination de la population aborigène mise en œuvre depuis la colonisation, mais renforcèrent également la définition d'« authenticité » établie par les revendications foncières autochtones. Ils cherchèrent à se placer en juges de ce que la société et l'identité noongar étaient jadis et devraient être aujourd'hui.

Les Noongars durent s'adapter à cette définition figée et répressive de l'« authenticité ».



Ils la manipulèrent afin que sa redéfinition reflète les changements, les adaptations et les emprunts qui leur permirent de survivre et devienne inclusive. Au travers du Single Noongar Claim, ils s'inscrivirent dans un processus de construction identitaire, politique, économique, sociale et historique. En reconnaissant leurs droits fonciers et l'existence de leur société, le juge Wilcox valida cette définition de l'« authenticité » et accepta cette construction, ce qui leur permit d'être en position de force pour négocier la résolution du Single Noongar Claim avec l'État d'Australie Occidentale.

Je m'interroge néanmoins actuellement sur les limites d'un tel processus de construction identitaire. Bien que redéfini par les Noongars, le concept d'« authenticité » demeure une stratégie répressive construite par l'État australien.



## **Bibliographie :**

DOUSSET, Laurent & Katie GLASKIN 2007. “Western Desert and Native Title: How models become myths”, *Anthropological Forum*, 17(2): 127-148.

WOLFE, Patrick 1999. *Settler Colonialism and the Transformation of Anthropology: The Politics and Poetics of an Ethnographic Event*. London: Cassel.

## **Références légales :**

*Bennell v State of Western Australia [2006] FCA 1243*. Federal Court of Australia.

*Bodney v Bennell [2008] FCAFC 63*. Full Federal Court of Australia.

*Members of the Yorta Yorta Aboriginal Community v Victoria & Ors [1998] FCA 1606*. Federal Court of Australia.

*Members of the Yorta Yorta Aboriginal Community v Victoria [2002] HCA 58*. High Court of Australia.